

**POSITION DE COOP DE FRANCE SUR LA CONSULTATION DE LA
COMMISSION EUROPEENNE**
**« Plan d'action dans le domaine des aides d'Etat :
Une feuille de route pour la réforme des aides d'Etat 2005-2009 »**

La Commission entend accomplir les objectifs posés par la Stratégie de Lisbonne en mars 2000, à savoir faire de l'Union européenne (UE) « *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde* ».

Elle souhaite à cette fin privilégier une économie de marché fondée sur la « *libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux* » (art 3 du traité CE) et caractérisée par une concurrence saine entre les différents acteurs économiques des pays membres, qui ne saurait être faussée par des dispositions d'ordre national.

Les articles 87 et 88 du traité CE posent les dispositions applicables aux Etats en matière d'aides nationales, appréciées par la Commission sous le contrôle de la Cour de Justice des Communautés Européennes.

La présente consultation « *pour la réforme des aides d'Etat 2005-2009* » invite les acteurs intéressés à réagir aux propositions des services de la Commission.

Si le secteur agricole n'est pas directement concerné par cette feuille de route, il ressort de la consultation qu'il le sera à plus long terme et il convient donc d'y réagir.

COOP DE FRANCE est une organisation professionnelle qui représente les intérêts des coopératives agricoles en France.

Regroupant 3 500 entreprises industrielles et commerciales, 1 500 filiales, 13 000 coopératives d'utilisation de matériel agricole, et plus de 150 000 salariés directs, les coopératives agricoles sont des acteurs incontournables de l'industrie agroalimentaire qui se sentent particulièrement concernés par l'évolution du régime des aides d'Etat et la direction vers laquelle souhaite s'orienter la Commission.

Selon leur statut, elles exercent des métiers d'approvisionnement, de collecte et vente, ou de services. Très actives dans les activités agro-industrielles ou de transformation, elles détiennent 40 % de parts des marchés de l'agroalimentaire où elles sont présentes.

Leur chiffre d'affaire global est évalué à 77 milliards d'euros.

Soulignant l'importance du projet de réforme et son impact sur les coopératives qui sont le plus souvent des PME, COOP DE FRANCE regrette que les délais impartis par la Commission européenne aux professionnels ne permettent pas une réponse aussi approfondie que le sujet le nécessite.

I/ Encourager la recherche-développement et l'innovation

1. La Commission souhaite « cibler l'innovation et la R&D pour renforcer la société de la connaissance. » Elle propose de vérifier que les aides accordées « visent manifestement un objectif d'intérêt commun. »

1.1. COOP DE FRANCE considère que la notion d'intérêt commun n'est pas définie, et peut donner lieu à interprétation. Elle devra être suffisamment souple, pour intégrer un maximum de projets tels ceux que nous évoquerons par la suite, et précise, afin de cibler la destination des aides.

1.2. Encourager la recherche et l'innovation afin de garantir la compétitivité des entreprises de l'Union permet d'assurer le respect du principe de précaution reconnu par la Communauté. A ce titre, COOP DE FRANCE estime que les Etats membres doivent pouvoir adopter une politique d'incitation à la R&D qui s'inscrit dans le cadre de la protection de la santé et de l'environnement, tel que le prévoit l'article 6 du traité CE.

Des connaissances toujours plus poussées permettront de limiter les risques lors de la création d'un produit, et donc de préserver les consommateurs et la santé publique. Cet objectif s'inscrit tout particulièrement dans le cadre de la politique de traçabilité et de sécurité alimentaire que défendent les coopératives agricoles.

Ces aides peuvent prendre la forme de soutien à l'information des consommateurs à travers des campagnes publicitaires nationales ou communautaires, pour des produits alimentaires tels que les fruits et légumes dont les vertus sur la santé sont démontrées scientifiquement. Il doit en être de même pour les produits de qualité dont les composants ont à chaque stade de la production été soumis à divers contrôle de sécurité.

1.3. COOP DE FRANCE souhaite voir se développer des mécanismes proches de ceux prévus par le règlement 178/2002 du Conseil, permettant de garantir la qualité des produits alimentaires.

Considérant les particularités nationales en matière de sécurité alimentaire, il est important, au-delà de la législation en place, d'autoriser les Etats membres à encourager les entreprises à dépasser les normes posées par la Communauté, et adopter des systèmes de contrôle novateurs pour toujours augmenter la traçabilité.

Ce domaine relève de la santé publique, et compte tenu des mises aux normes que chaque Etat est susceptible d'exiger, il est légitime de leur laisser la possibilité d'encourager financièrement toute mesure reconnue comme telle.

2. La Commission donne priorité aux PME, reconnues comme le moteur de l'économie européenne par la Stratégie de Lisbonne, aux « intermédiaires », et aux « chercheurs hautement qualifiés. »

2.1. De nombreuses coopératives agricoles sont des PME et souffrent des mêmes difficultés de financement pour le développement de projets et collaborations de grande ampleur sur le plan international que les entreprises traditionnelles.

COOP DE FRANCE souhaite cependant que soient mentionnées les entreprises de l'économie sociale. Leur rôle est précisé par la stratégie de Lisbonne, et leur part au dynamisme économique national et communautaire reconnue dans l'avis du Comité économique et social européen du 27.10.2004 (JOCE 2005/C120/02).

Les Etats membres devraient pouvoir favoriser ces entreprises pour l'intérêt qu'elles présentent pour la société et l'économie.

2.2. Plus généralement, dans un contexte économique difficile, il doit être rendu possible à toute entreprise, sans considération de taille, de voir ses actions de R&D soutenues dès lors que le projet est éligible à l'aide, et que les règles en matière de concurrence et de priorités posées par la CJCE sont respectées.

3. Son objectif est de favoriser la « coopération transfrontalière », les « partenariats public/ privé » et les « grands projets de recherche d'intérêt général pour Europe. »

3.1. COOP DE FRANCE souhaite que les Etats puissent encourager des entreprises (PME, EES...) à se regrouper, tant au niveau national que communautaire, afin de mettre en commun leurs moyens de recherche et de production.

La Société Coopérative Européenne (SCE) semble être un instrument particulièrement intéressant pour privilégier les opérations transnationales entre coopératives.

3.2. Priorité doit être donnée aux aides dans les secteurs qui nécessitent de lourds investissements pour une rentabilité incertaine à court terme tels que les biotechnologies. Pour exemple, les coopératives productrices de semences, ou les coopératives d'insémination animale sont amenées, afin d'améliorer la qualité de leurs produits, à investir massivement dans des procédés de recherches qui ne pourront aboutir à un usage commercial qu'à moyen terme afin d'assurer une totale sécurité des produits.

De même, les coopératives sucrières et céréalières multiplient les recherches afin de trouver des valorisations en dehors de l'agroalimentaire traditionnel pour les agro-ressources. Notamment des substituts performants au pétrole. Sont concernés les biolubrifiants, les tensio-actifs (qui entrent dans la composition des lessives et savons) à partir de son ou de paille de blé, les plastiques (biopolymères) à partir d'amidon, les résines à bases d'huiles végétales ou encore la chimie spécialisée en pharmacie ou cosmétique.

3.3. COOP DE FRANCE souhaite que soit encouragé l'export des produits de l'UE. A cette fin, pourrait être encouragé l'allégement de la fiscalité applicable aux sociétés de négoce international, qui facilitent la mise en relation des exportateurs et de leurs acheteurs, ou les rapprochements entre opérateurs pour partager les charges administratives.

4. La Commission propose de « *développer l'investissement dans le capital humain.* »

COOP DE FRANCE souhaite que puissent être encouragés davantage les projets issus de rapprochements entre entreprises, laboratoires de recherche et établissements d'enseignement.

Pourront ainsi se développer des pôles de compétitivité tels que les projets de dimension mondiale mis en place en France dans le secteur agroalimentaire dans les régions Champagne-Ardenne/Picardie, Bretagne et Pays de la Loire.

5. La Commission entend promouvoir les aides aux « *intermédiaires* », afin de privilégier les secteurs à forte valeur ajoutée.

COOP DE FRANCE estime nécessaire d'encadrer précisément cette notion qui doit inclure les différents transformateurs de produits primaires, et notamment les coopératives agricoles.

II/ Des services d'intérêt économique général de grande qualité.

1. « *Des services d'intérêt économique général (SIEG) efficaces et de qualité constituent l'un des éléments fondamentaux de l'État social européen et ils sont indispensables à la garantie de la cohésion sociale et territoriale [...].* »

1.1. Malgré les efforts menés par les institutions européennes à travers les politiques structurelles, COOP DE FRANCE relève qu'il subsiste de grandes disparités territoriales qui pourraient être à la source d'inégalités de traitement selon leur destinataire si elles devaient être abandonnées aux seules règles du marché.

Tel est le cas dans les zones de montagne notamment pour les coopératives laitières ou d'insémination, amenées à intervenir auprès d'agriculteurs isolés dans des zones à handicaps naturels.

Il en est de même pour les coopératives situées en Corse, qui doivent financer les traversées pour accéder au continent.

D'une manière générale, les coopératives agricoles, situées en milieu rural, assurent des prestations pour un tarif unique, sans considération de la situation du bénéficiaire, au nom du principe de solidarité des adhérents.

1.2. Les aides aux coopératives bénéficient directement aux agriculteurs qui pourront tirer profit des investissements effectués.

COOP DE FRANCE souligne que dans un contexte de réforme des aides aux exploitants, il convient de soutenir les coopératives agricoles qui contribuent à aider les agriculteurs dont les fonctions d'intérêt général sont reconnues par la Commission (entretien des paysages, maintien de l'activité en zones rurales, préservation de l'environnement...).

Pour exemple, le secteur viti-vinicole traverse aujourd'hui une grave crise.

Il est essentiel de soutenir ces exploitants en leur permettant d'adapter leur offre aux exigences du marché. Les coopératives agricoles qui s'inscrivent dans la continuité des exploitants adhérents sont des intermédiaires entre la production et

la distribution. Elles ont une connaissance parfaite du secteur pour conseiller, aider, et soutenir leurs adhérents à adapter leurs exploitations.

Cette mesure s'inscrit dans la politique des aides régionales encouragées par l'UE. La production viti-vinicole est en effet particulièrement localisée, et les producteurs sont regroupés sur une région précise qui donnera toute sa particularité à la production (labels, appellations,...).

Les pouvoirs publics peuvent également soutenir les coopératives agricoles qui s'investissent dans la recherche de nouvelles saveurs et d'améliorer la qualité d'une production particulièrement importante en France.

2. « Les États membres disposent d'une grande latitude pour décider s'ils vont financer des services d'intérêt économique général [...]. »

2.1. COOP DE FRANCE estime que les Etats sont les mieux placés pour combattre ces disparités en désignant certains services ou certaines activités d'intérêt général, et la liberté dont ils bénéficient aujourd'hui dans la désignation des SIEG doit être conservée en application du principe de subsidiarité.

Ces services, assurés par des personnes privées ou publiques, garantissent l'égalité de traitement des bénéficiaires de services reconnus d'intérêt général.

2.2. Le mode de désignation d'un ou plusieurs opérateurs qui seront chargés par un Etat de remplir certaines missions d'intérêt général doit être précisé par les textes.

2.3. A titre d'exemple, la reconnaissance d'un service d'intérêt économique général de l'insémination animale sera l'instrument qui garantira la fourniture d'un service de qualité à chaque destinataire, situé dans une zone défavorisée ou non.

Ce secteur effectue déjà ce type de prestations sans aucune obligation légale, et la reconnaissance d'un SIEG permettra aux opérateurs d'avoir un statut juridique précis et protecteur.

Il garantira le maintien hors des mécanismes de marché la recherche en matière biologique ou génétique, et de conserver la variété du cheptel français.

3. « La décision de la Commission permettra d'exempter les compensations de faible ampleur de l'obligation de notification. »

COOP DE FRANCE estime que l'absence de rapidité, condition essentielle d'élaboration des SIEG, et la complexité de la procédure de notification sont des obstacles à l'élaboration de tels services.

La création d'un montant minimum de notification, similaire à celui en place pour les aides de minimis, sera de nature à faciliter la création de ce type de services qui pourront profiter aux consommateurs.

4. L'arrêt Altmark du 24 juillet 2003 pose 4 conditions cumulatives pour qu'une mesure destinée à compenser une obligation de service public échappe à la qualification d'aide publique.

La dernière condition exige que l'aide doit être déterminée « en comparaison avec les coûts qu'aurait à supporter une entreprise comparable bien gérée et dotée de moyens adéquats pour fournir le service ».

Le Comité des Représentants permanents a souligné dans une décision publiée au JOCE du 18 février 2005 (C-43) la difficulté d'appréciation que pose ce critère.

Dans le cadre de la politique de transparence développée par la Commission, et afin de privilégier la sécurité juridique, COOP DE FRANCE estime qu'il conviendrait de substituer une notion plus précise à cette condition.

III/ Simplification et codification de la réglementation

La Commission souhaite « une meilleure définition des priorités grâce à une simplification et à une codification de la réglementation. »

1. COOP DE FRANCE estime que, si au nom du principe de légalité il est positif de codifier les règles applicables en matière d'aides d'Etat, la Commission devra s'assurer de conserver une certaine souplesse dans la rédaction des textes pour laisser aux Etats le pouvoir et la liberté d'apprécier l'opportunité du versement de certaines aides.

Les aides d'Etat évoluent avec les techniques et les besoins sociaux, il est donc important de laisser aux Etats membres une marge d'adaptation pour leur permettre de faire face à des circonstances nouvelles ou exceptionnelles.

2. Dans le cadre des aides dont la notification à la Commission n'est pas obligatoire, il n'en demeure pas moins que l'Etat doit fournir une série d'information à la Commission en respectant un délai de dix jours au préalable.

COOP DE FRANCE relève que si le formalisme requis n'est pas aussi important que pour une notification, il demeure une procédure qui s'accorde difficilement aux situations d'urgence qui peuvent précisément être l'objet de l'aide.

Tel est le cas dans une situation de sécheresse, ou de crise sectorielle, comme il est apparu pour le secteur viti-vinicole en France, où les pouvoirs publics doivent réagir rapidement pour aider les acteurs à surmonter leurs difficultés.

IV/ Une politique régionale ciblée

La Commission propose « une politique de cohésion ciblée grâce à de nouvelles lignes directrices sur les aides régionales. »

1. COOP DE FRANCE estime qu'il doit demeurer pour chaque Etat, dans les limites posées par le Traité, la possibilité de décider d'aider toujours plus les acteurs implantés dans les régions dites défavorisées.

Ces aides doivent passer par un soutien des activités traditionnelles, souvent locales, dans leur exercice et leur apprentissage.

Sont notamment concernées les productions de produits primaires et leur transformation (le bois par exemple, ou des produits alimentaires).

Situées en milieu rural, les coopératives agricoles ont un rôle de développement territorial qui apporte une valeur ajoutée sociale et territoriale. D'abord en tant qu'employeur, puis dans le développement durable des territoires.

2. Ces aides peuvent efficacement passer par le financement d'une coopération entre producteurs/exploitants, artisans, organisme d'enseignement et organisme de distribution.

L'aide à l'achat d'équipement dans les zones de montagne par exemple, doit être encore encouragée afin de lutter contre la désertification de certaines zones, le chômage, et renforcer la cohésion sociale qui reste l'un des objectifs du Traité CE.

Des partenariats ont été développés par les coopératives agricoles dans des zones à handicaps naturels afin de maintenir les réseaux de collecte et divers outils industriels de transformation qui garantiront une activité dans des secteurs souvent confrontés à la désertification.

3. Sous le contrôle de la Commission, COOP DE FRANCE souhaite que soit donné un maximum d'autonomie aux organes décentralisés pour permettre une parfaite attribution des aides selon les réalités du terrain.

Il est par ailleurs indispensable que la Commission pose des critères précis de contrôle afin d'informer les administrations nationales et locales des règles minimales à respecter dans le cadre de l'attribution d'aides de faibles montants, afin de faire face à une situation d'urgence.

VI/ Encourager un développement écologique durable

1. La Commission propose d'« *encourager un développement écologiquement viable.* »

COOP DE FRANCE soutient la Commission qui doit encore davantage encourager les Etats à favoriser financièrement des actions qui s'inscrivent dans une perspective de développement durable, de sorte que toute action présentant une alternative qui ne remplirait pas ces critères serait en comparaison économiquement prohibitive.

On entend par développement durable la conciliation de trois piliers : l'économie, le social-sociétal, et l'environnement-nature.

Il faut encourager les acteurs économiques à appliquer les prescriptions légales (communautaires et nationales) en matière d'environnement, voire à les dépasser.

2. « *Mise en place d'infrastructures modernes dans le domaine des transports, de l'énergie, [...].* »

- 2.1. COOP DE FRANCE estime nécessaire d'encourager les grands consommateurs d'énergie que sont les entreprises à employer des substituts aux produits pétroliers, à devenir autosuffisants dans le secteur de l'énergie électrique en favorisant les investissements dans des modes de production d'électricité à base d'énergie renouvelable (éoliennes, panneaux solaires, fumier, bois...).

Pour exemple, une coopérative agricole pourrait pourvoir à ses besoins en électricité par utilisation de biomasse ou de panneaux solaires.

Les coopératives sucrières pourraient employer l'énergie produite par leurs activités pour la transformer en électricité, et vendre les excédents à leur consommation personnelle aux collectivités voisines. Ce procédé est appliqué par les producteurs brésiliens.

- 2.2. Dans un contexte de hausse des cours du pétrole, COOP DE FRANCE est favorable à un encouragement de la production de biocarburants (diester et

bioéthanol), pour lesquels l'UE, pourtant gros producteur agricole, reste en retrait des autres grandes puissances avec 7 millions d'hectolitres d'éthanol produits, contre 150 Mhl pour le Brésil et 132 Mhl pour les Etats Unis.

Les biocarburants comprennent le biodiesel, produit à partir de graines oléagineuses (principalement le colza) et d'huiles de cuisson usagées; le bioéthanol, obtenu à partir de cultures céréalières et sucrières, et le biogaz, produit à partir de gaz de déchets agricoles.

Ces produits agricoles sont stockés et transformés par les coopératives agricoles qui pourraient développer avec un soutien du secteur public davantage ce marché qui s'intègre parfaitement dans une politique de développement durable.

La mise en place de partenariats public/privé et l'augmentation de cette production permettraient de réduire les dépenses agricoles inhérentes au stockage de ces matières premières, et d'en valoriser les excédents tout en préservant notre environnement.

Le prix au litre du bioéthanol reste en moyenne supérieur de 10 centimes d'Euro au litre d'essence.

COOP DE FRANCE est favorable à une aide au développement de procédés permettant de réduire les coûts de production de biocarburants. Ce développement permettra de lancer une production qui laissera envisager de remplir les objectifs du protocole de Kyoto, en réduisant la dépendance de l'Union à l'énergie pétrolière.

2.3. Il existe aujourd'hui des systèmes de chauffage à base de bioénergies tels que le blé ou le bois. Ces systèmes qui commencent à présenter des capacités proches des chaudières classiques à base de produits pétroliers, ne sont que peu adaptés aux besoins des particuliers qui n'ont ni l'espace suffisant ni les moyens pour stocker ou manœuvrer le combustible. COOP DE FRANCE souhaite que soit encouragé l'emploi de ces technologies dans les entreprises, et particulièrement dans les coopératives agricoles qui détiennent le combustible et pourraient réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, notamment dans le cadre de leurs activités de séchage.

2.4. COOP DE FRANCE est favorable à encourager les Etats à aider les entreprises à renouveler leurs équipements vétustes d'un point de vue écologique pour les remplacer par un matériel moderne dont les avantages en terme d'environnement sont reconnus.

A titre d'exemple, il est possible d'encourager la substitution de chariots élévateurs fonctionnant à l'électricité ou au gaz à des engins vieillissant fonctionnant au fuel dont les conséquences sur la santé des travailleurs est supérieure.

2.5. D'un point de vue tant environnemental qu'économique et d'aménagement du territoire, il est également important de lutter contre l'étalement urbain nuisible tant à l'environnement qu'aux agriculteurs et coopératives agricoles.

Il serait nécessaire d'encourager des acteurs économiques à aménager des anciens bâtiments dans des zones industrielles sous-exploitées, voire abandonnées plutôt que reconstruire en périphérie urbaine, voire en zone rurale, des nouveaux locaux.

Cette proposition s'inscrit dans la politique générale menée par la Commission de préservation des paysages et de lutte contre l'étalement urbain.

2.6. Un soutien à la distribution de produits issus de l'agriculture biologique et leur traçabilité serait un moyen de préserver notre environnement en encourageant le développement durable.